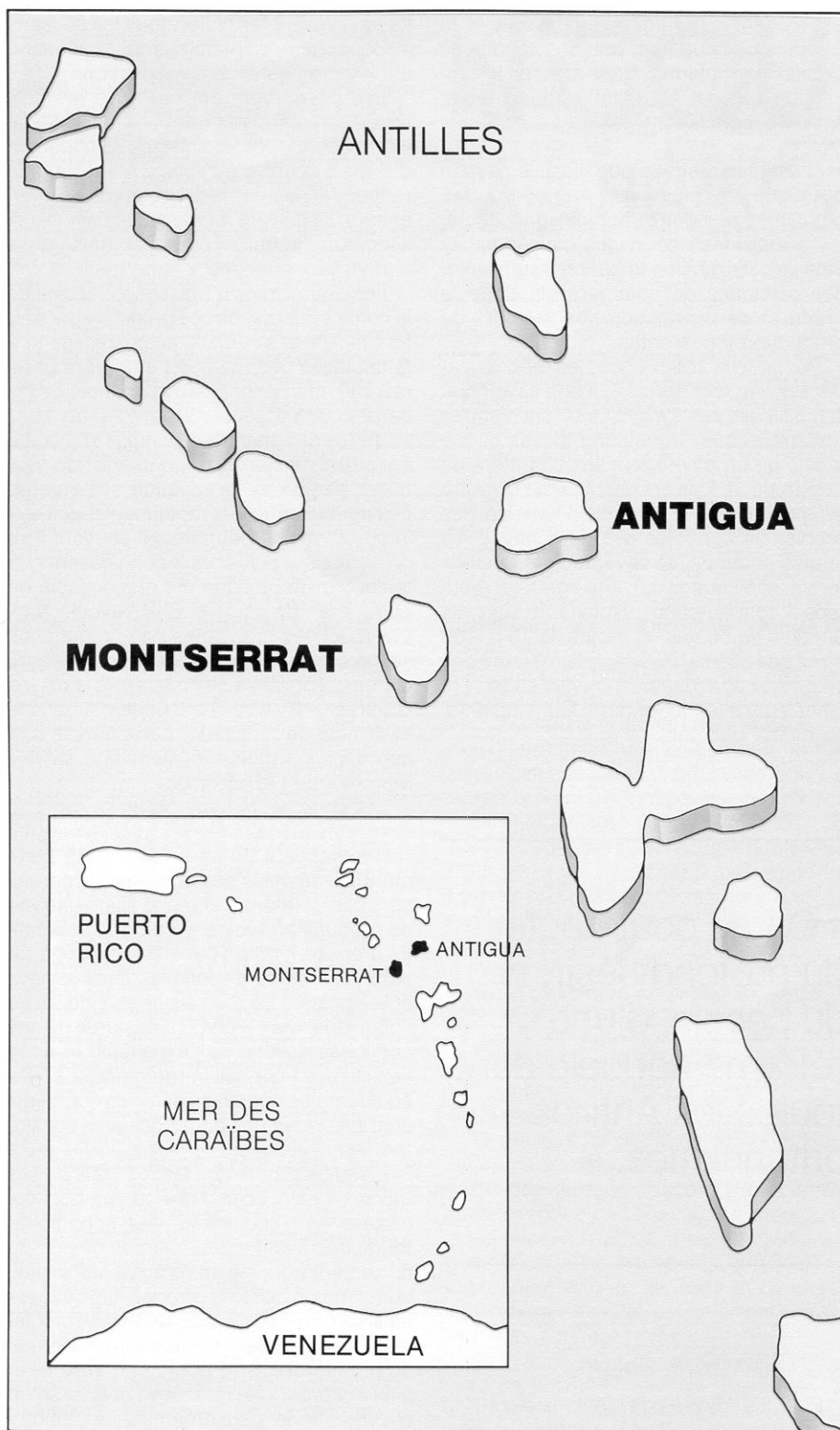


par Frank A. Campbell



DANS LES ANTILLES

À CHAQUE PAYSAN SA PARCELLE

« **S**i vous vous contentez de donner à un homme une parcelle de terre sans lui fournir en même temps l'eau et les autres choses nécessaires, je crois que les agriculteurs ne s'en sortiront pas. » Ces mots d'un paysan d'Antigua résument bien certaines des recherches faites récemment sur le régime foncier aux Antilles.

L'agriculteur d'Antigua s'adressait alors à des chercheurs qui tentaient de connaître l'incidence réelle de la réforme agraire sur l'agriculture et, plus généralement, sur le développement économique dans les îles d'Antigua et de Montserrat. Il s'agit d'un projet mené sous la direction de la faculté de droit de l'Université des Indes-Occidentales, en Jamaïque, et que le CRDI a subventionné. Selon les conclusions des chercheurs, ce n'est pas en garantissant une parcelle aux paysans, grâce à des projets d'aménagement agricole du gouvernement, que l'on peut espérer assurer le développement économique.

L'équipe de recherche était dirigée par un expert du droit agraire dans les Antilles, Nick Liverpool. Son équipe estime que si, d'une part, la situation est « décourageante parce que les projets d'aménagement actuels, ... ne réussissent pas — et ne peuvent en fait réussir — à réaliser les objectifs d'un relèvement économique moderne, elle est encourageante, d'autre part, parce que les possibilités de changer, d'améliorer et de moderniser sont vraiment à la portée des gouvernements... si seulement ils consentent à tirer parti d'un désir général de réforme, étant donné aussi que la plus grande partie des terres, dans les deux pays, est entre leurs mains. »

AUCUNE DIFFÉRENCE DE PRODUCTIVITÉ

On ne peut douter du profond désir, ni du besoin, d'une réforme agricole dans toutes les Antilles britanniques. Les 12 000 habitants de Montserrat et les 76 000 d'Antigua, en dépit d'un tourisme en pleine croissance et de leurs tout nouveaux secteurs industriels, dépendent de l'agriculture pour assurer la survie et la croissance nationales.

Si les gouvernements d'Antigua et de Montserrat sont aujourd'hui les propriétaires de la majorité des terres agricoles, c'est que les grosses compagnies de sucre et de coton ont fait faillite dans l'un et l'autre État respectivement. Les deux gouvernements, qui ont divisé les anciennes plantations en parcelles et les ont distribuées, espèrent pouvoir mobiliser les agriculteurs locaux pour qu'ils prennent la relève des producteurs de sucre et de coton.

En collaboration avec Patrick Emmanuel et Christine Barrow, deux spécialistes en sciences sociales, et avec l'aide du statisticien Eric Armstrong, Nick Liverpool a tenté de connaître l'étendue de l'application des programmes gouvernementaux. Par exemple, pouvait-on noter une augmentation dans la taille des petites exploitations et dans l'amélioration de la qualité des sols? Deux équipes d'enquêteurs, formées de trois personnes chacune —

l'ancien ministre de l'Agriculteur Franklyn Margetson dirigeant l'équipe de Montserrat, et un administrateur agricole principal, McKenzie Harper, celle d'Antigua — ont interviewé 300 agriculteurs et un certain nombre de fonctionnaires du secteur agricole. C'est donc dans les questionnaires de cette enquête, dans des comptes rendus de différents documents et dans divers travaux rédigés par les principaux chercheurs et le statisticien, qu'on trouvera l'esquisse d'une réponse aux questions des chercheurs.

Tout d'abord, les chercheurs n'ont trouvé aucun écart significatif entre la productivité des parcelles rattachées aux programmes gouvernementaux et celle des parcelles privées. La majorité des agriculteurs, cependant, surtout à Antigua, estime que le programme de l'Etat offre une plus grande garantie d'occupation.

Une telle opinion se fonde, semble-t-il, sur la confiance des bénéficiaires envers leurs gouvernements, lesquels ne pourraient raisonnablement affronter les conséquences politiques d'une éviction des agriculteurs. Or les contrats en bonne et due forme ou tout autre titre couché par écrit sont aussi rares dans un système que dans l'autre. « Des 175 parcelles que compte le programme de peuplement d'Antigua, note l'équipe de recherche, 13 seulement font l'objet d'une convention écrite... comparativement à 9 parcelles sur 65 à Montserrat. Quant aux terres privées, une seule parcelle sur 38 à Antigua faisait l'objet d'un contrat écrit, et une seule sur 69... à Montserrat. »

PAS DE GROS PROPRIÉTAIRES

Les paysans de Montserrat et d'Antigua ne voient pas de la même façon le problème de la qualité du sol. Une telle divergence d'opinion n'existe pratiquement pas entre les agriculteurs rattachés aux programmes gouvernementaux et les autres. À Antigua, sauf dans le cas de 17 parcelles sur 217, on dit du sol qu'il est « de passable à bon » ou « très bon »; à Montserrat, cependant, on juge le sol des parcelles « comme ci, comme ça », « pauvre » ou même, dans un cas « très pauvre ». Montserrat, il faut le dire, est plus montagneuse qu'Antigua.

La taille des parcelles demeure réduite. Plus de 75 p. 100 des terres d'Antigua et plus de 85 p. 100 de celles de Montserrat qui font partie de l'échantillonnage avaient moins de quatre acres. Or, en 1981, la terre agricole canadienne avait, en moyenne, plus de 200 hectares. En dépit de la politique de Montserrat sur les parcelles à taille rentable, plus de 45 p. 100 des terres de l'île dans l'échantillonnage avaient moins d'un acre, à comparer avec 5,8 p. 100 à Antigua. À Montserrat, cependant, les parcelles du gouvernement sont plus grandes que les terres privées.

LA RÉFORME AGRICOLE NE DÉMARRE PAS

Quoiqu'il en soit des différentes opinions qui circulent dans les îles sur la garantie d'occupation et la taille des parcelles, la réforme agricole dont ces deux pays ont tant besoin n'a pas réussi à démarrer. « S'il

est évident que l'accès aux terres et la garantie d'occupation sont des conditions préalables majeures pour assurer la production agricole, affirment les chercheurs, elles ne constituent pas des conditions isolées. »

C'est justement ce que disait le paysan d'Antigua cité plus haut! Au nombre des problèmes rencontrés par les agriculteurs, il y a aussi les dommages causés par le bétail en liberté, une irrigation insuffisante, des politiques de commercialisation, de crédit et de distribution des facteurs de production inopérantes.

Pour mieux comprendre les préoccupations du secteur agricole, il faut savoir que la moitié des petits exploitants font d'autres travaux, et que l'agriculteur moyen gagne moins qu'un ouvrier sur les chantiers de construction. Plus encore, il existe un autre symptôme, ou une autre conséquence, des problèmes agricoles des deux pays : les jeunes hommes, et davantage les jeunes femmes, évitent la carrière agricole. Ajoutons à cela que deux exploitants sur trois ont plus de 50 ans, et moins de 15 p. 100 n'ont pas 30 ans. Pourtant, la majorité des plus vieux agriculteurs interviewés se sont lancés dans le métier dans leur vingtaine, ou même plus tôt.

« On ne peut douter du profond désir, ni du besoin, d'une réforme agricole dans toutes les Antilles britanniques. »

LES ANIMAUX EN LIBERTÉ

Pour les paysans de Montserrat, où l'on encourage la production bovine, le plus important problème dans l'île est celui du bétail. Ce même problème occupe le deuxième rang à Antigua. Quoique les deux pays aient légiféré sur les animaux errants, les lois sont demeurées sans effet. La solution du problème n'est pas facile comme le constate en ces termes un agent agricole de Montserrat : « Est-ce à l'éleveur de parquer son bétail, ou est-ce le maraîcher qui doit protéger ses légumes au moyen d'un clôture? »

Pour les paysans de Montserrat, les problèmes d'irrigation viennent au deuxième rang, mais au premier rang pour ceux d'Antigua où la pluviométrie est irrégulière et mal répartie. Or, on estime que 90 à 95 p. 100 des agriculteurs d'Antigua, et 98,4 p. 100 des terres cultivées, ne peuvent profiter des bienfaits de l'irrigation. « Et

lorsqu'arrivent les pluies, tous les paysans se dépêchent, en même temps, à semer », affirme un agent de vulgarisation.

Les chercheurs ont noté que les politiques commerciales des deux pays étaient inefficaces. « Les exploitants se plaignent d'avoir à courir d'un village à l'autre, à la recherche de marchés, déclarent les chercheurs. Ils doivent même, à l'occasion, utiliser leurs produits comme engrais ou les donner aux cochons. »

Les organismes d'État responsables de la commercialisation des produits agricoles font face à des surplus, au gaspillage et à la faiblesse des marchés intérieurs et du marché international. En conséquence, ils perdent de l'argent, bien que, entre 1971 et 1975, des marchés conclus d'avance ont permis en partie à Montserrat de multiplier par dix sa production alimentaire. Les agriculteurs sont mécontents face aux importations de denrées qui peuvent être produites sur place; ils reconnaissent que le secteur touristique est responsable de cette état de chose. Bref, avoue Nick Liverpool, les problèmes de commercialisation ont conduit un grand nombre d'agriculteurs antillais à se spécialiser dans les cultures où il y a des débouchés, la banane et la noix de muscade, par exemple, qui sont plus ou moins en demande sur les marchés de l'exportation.

Les chercheurs toutefois ne se sont pas contentés d'identifier les problèmes. Ils recommandent qu'au niveau de la commercialisation les gouvernements fournissent des garanties pour une vaste gamme de produits agricoles, y compris le bétail. Ils proposent qu'on bannisse les importations d'aliments disponibles dans le pays et la signature de contrats de services avec l'hôtellerie. Mais « une bonne partie de ces politiques dépend de l'expansion et de la fiabilité des marchés intrarégionaux et des équipements connexes dans les domaines du transport et de l'entreposage », constatent les chercheurs.

L'équipe espère que les résultats de ses travaux feront l'objet d'une conférence réunissant non seulement des administrateurs, des planificateurs et des décideurs du secteur agricole, mais aussi des exploitants. Selon Nick Liverpool, les leaders antillais ont l'intention de régler ces problèmes. Il en veut pour preuve la promptitude du premier ministre d'Antigua, Vere Bird, à lui accorder une interview, et la mise en œuvre par le gouvernement de Sainte-Lucie d'une recommandation faite par une équipe de recherche — à laquelle appartenait Nick Liverpool — d'entreprendre une étude cadastrale de l'île.

Il est vraisemblable que le manque de fonds nécessaires constitue l'obstacle majeur à la mise en application des recommandations du rapport conjoint de l'Université des Indes-Occidentales et du CRDI. Nick Liverpool et ses collègues demeurent confiants : « Nous souhaitons que, grâce aux résultats de nos recherches, les conditions de vie des populations soient transformées », conclut l'éminent universitaire antillais. □

F. Campbell est un journaliste guyanais et un ancien diplomate qui s'intéresse aux questions antillaises et internationales.